

## La relation UE-Russie: une priorité indispensable pour la relation Est-Est

10/11/2008 16:52

Susanne NIES, directrice du bureau de l'IFRI Bruxelles, pour RIA Novosti

Ce 14 novembre 2008 se tiendra à Nice un sommet UE-Russie, après dix semaines de gel des relations, suite à la guerre russo-géorgienne, et malgré le désaccord de Londres, qui considérait qu'il fallait obtenir d'abord des résultats sur l'avenir des deux provinces d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Quels sont les enjeux de cette nouvelle rencontre, les obstacles, les positions divergentes, et les défis à court et moyen terme ?

La rencontre, sur un plan purement technique, porte sur un nouvel accord de partenariat et de coopération entre la Russie et l'UE. Le premier accord de ce type avait été paraphé en 1994 pour une durée de dix ans, puis augmenté de deux protocoles en 1999. Il a été reconduit ensuite de manière tacite, faute d'un nouvel accord. L'UE peine depuis quatre ans à avancer sur ce dossier, en raison des divers vetos imputables à des pays d'Europe centrale, telles la Pologne et la Lituanie. La guerre géorgienne avait fini par geler les négociations en cours, sans qu'elles aient pour autant été suspendues. Le sommet de Nice aura lieu dans un contexte politique marqué par la nouvelle présidence américaine et ses conséquences et, surtout, les lendemains de la guerre "russo-géorgienne", qui a eu un impact très fort sur les opinions publiques en Europe.

L'accord de partenariat et de coopération constitue un cadre institutionnel et politique, qui devrait être enrichi, notamment, d'un volet énergétique, absent de l'accord de 1994, mais mis en place en quelque sorte "en dehors" de lui, en 2000. Quels sujets importent dans le domaine énergétique ? En premier lieu, il s'agit, tout simplement, d'instaurer des règles du jeu et un forum regroupant, du côté européen, l'ensemble des pays membres, et de l'autre côté, la Russie, le plus gros fournisseur européen d'hydrocarbures. Cela ne mettra sans doute pas fin au jeu bilatéral, aux relations privilégiées entre l'Italie et la Russie, l'Allemagne et la Russie, ainsi que la France et la Russie, cela mais relativisera ce bilatéralisme pour faire ressortir l'Europe communautaire et sa politique énergétique naissante.

Il convient, deuxièmement, d'associer la Russie à des évolutions législatives très importantes en Europe, tels le paquet énergie-climat ou le troisième paquet. L'un comme l'autre seront adoptés, selon toute probabilité en décembre 2008. L'interconnexion UCTE-IPS/UPS, dont l'étude de faisabilité est achevée, et qui liera le réseau électrique de l'Ouest à celui de la Russie, apparaît également comme bien prometteur : un vaste espace électrique pour 800 millions d'habitants verra-t-il réellement le jour ?

Le grand thème du moment - la crise financière et économique - fera l'objet du sommet du G 20, environ deux jours après. Il réunira de nouveau la Russie et quelques pays européens, à côté d'autres pays membres et associés. L'UE n'y sera pas représentée en tant que telle, mais les ministres des Finances européens ont préparé ce sommet et chargé la présidence française de faire part de ses positions. Il serait bon que ce thème ne soit pas absent des discussions de Nice, et que des échanges sur la "meilleure pratique" de gestion de crise aient lieu.

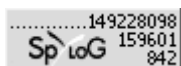
De multiples sondages montrent que les citoyens européens regardent d'un oeil plutôt inquiet et négatif Moscou et ses intentions. Pour l'opinion publique européenne, Gazprom et l'Etat russe ne font qu'un. Cette inquiétude est naturellement la plus forte dans les Etats baltes tout d'abord, et également en Europe centrale. Le Kremlin aurait tout intérêt à améliorer la perception que l'Europe a de la Russie, car ces phénomènes de mauvaise image sont bien plus dangereux qu'un sommet gelé ou reporté.

Cette vision négative, voire barbare, des Russes est ancrée depuis longtemps en Europe, et il convient d'éviter à tout prix que certains stéréotypes soient ressuscités. La compréhension qu'ont les Occidentaux des immenses sacrifices que la transition économique a demandés à l'Europe centrale et orientale, tous pays confondus, de la Russie à la Pologne, de la Géorgie à l'Estonie, est très limitée.

Mais il y a pire : si cette compréhension est limitée dans l'UE, tout comme son intérêt pour ce chapitre récent de l'histoire, on ne peut que s'interroger sur les motivations qui amènent ceux qui ont traversé la même épreuve à s'affronter, au lieu d'envisager une nouvelle solidarité post-soviétique, du fait même, justement, de cette expérience qui les lie.

Le renouveau de la relation Est-Est, sa redéfinition, est bien l'enjeu des péripéties de l'été dernier. Et la démarche choisie par les deux côtés a été tout sauf constructive. Le dialogue Est-Est reste donc à créer et constitue, en attendant, le plus grand défi de la relation UE-Russie. L'UE doit en être l'arbitre. Sa Politique de voisinage s'est avérée inefficace face à ce défi majeur. Pourquoi ne pas s'inspirer, là encore, des succès majeurs obtenus en Europe occidentale, de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne ? Une nouvelle relation Est-Est stabilisera l'Europe centrale et orientale, renforcera les rôles régionaux et internationaux tant de l'UE que de la Russie, et permettra de régler des problèmes concrets, comme le transit énergétique. Nous serions alors dans un contexte de "gagnant-gagnant", bien préférable au "perdant-perdant" de l'été dernier. -0-

rub:analysis\* the\_Russian\_papers:rub



© 2005 RIA Novosti